



Commission : COP (Conférence des Parties)

Sujet : La mondialisation et la protection de l'environnement sont-ils compatibles ?

Membre de l'État-major : Gregory RYAN, Charlotte WARD

Position : Président.e

INTRODUCTION

"We don't have time!". Tel était le cri scandé par les militants de *Extinction Rebellion* qui, en novembre 2018 bloquèrent cinq ponts de Londres et initièrent un mouvement dont les méthodes radicales allaient leur donner une indéniable visibilité. Car ils sont prêts à aller en prison pour attirer l'attention du public sur l'urgence climatique et la nécessité d'agir immédiatement pour transformer nos modes de consommation et de production, plutôt que d'attendre qu'il soit trop tard dans 10, 20 ou 30 ans. « *On désobéit parce que l'on n'a plus le choix. Un effondrement de nos écosystèmes est en cours, les scientifiques alertent depuis quarante ans sur la crise climatique, et les gouvernements ne réagissent pas* » dénonce Léa, une activiste française d'Extinction Rebellion, mouvement qui revendique plus de 100 000 militants dans 70 pays.

Ainsi, ces groupes ne se contentent pas de manifester et vont jusqu'à commettre des actions de désobéissance civile dans le but de se faire entendre et de mettre la pression aux politiques pour qu'ils mettent en place plus rapidement des solutions pour sauver l'environnement. Ils s'en prennent notamment aux intérêts économiques, comme ce fut le cas en février dernier lorsqu'ils ont bloqué les dépôts de Cemex et de Lafarge, deux entreprises de matériaux de construction, empêchant le personnel de travailler. Le béton, fabriqué avec du sable, est en effet une grande source de pollution, car comme le déclare au quotidien *Libération* un porte-parole de cette organisation : *"Le problème est environnemental, avec le prélèvement du sable qui détruit les littoraux et les fonds marins ou la bétonisation des terres agricoles, mais aussi démocratique avec ces immenses projets qu'on impose aux citoyens, sans les consulter"*.

Cette action de "blocage des lieux" est très commune pour ce groupe-ci comme pour de nombreux autres. Mais ces activités illégales peuvent avoir des conséquences néfastes, comme la destruction de biens matériels ou la prise de risque pour les activistes eux-mêmes.

Alors, comme le pensent ces jeunes idéalistes dont la révolte semble être celle de toute une génération, la mondialisation est-elle incompatible avec la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique ? Le vieux slogan des altermondialistes du début des années 2000 a pris un coup de jeune : « un autre monde est possible ».

Et puis brusquement, la crise du coronavirus est venue révéler une autre urgence, l'urgence sanitaire qui a d'une certaine manière la même origine et les mêmes conséquences que l'urgence climatique : la recherche infinie du profit dans un monde où tous les territoires sont interdépendants. Car la crise mondiale du covid-19 nous a enfin mis au pied du mur, une crise au départ sanitaire mais qui est tout autant économique et environnementale. La démondialisation pouvait déjà apparaître comme LA solution face à l'urgence climatique. En même temps, le recul du multilatéralisme et le manque de solidarité qu'on observe sur un nombre croissant de sujets nous laissent aussi à penser qu'il faudrait plus que jamais resserrer les liens qui nous unissent. Ces deux injonctions sont-elles d'ailleurs si contradictoires ? La pandémie du covid-19 nous oblige en tout cas à faire face à ces questions et représente pour nous l'opportunité de remettre en question un modèle socio-économique mondial qui mène l'humanité à sa perte. A nous de la saisir.

Cette crise sanitaire a ouvert les yeux de la population quant aux limites du pouvoir d'action de nos gouvernements placés devant une situation d'urgence absolue. Durant le confinement, la population voit sa frustration et sa colère grandir sans pouvoir l'exprimer ni la déverser, et ces sentiments pourraient un jour se traduire par des soulèvements dès que la population en aura de nouveau l'occasion.

La pandémie mondiale à laquelle nous faisons face actuellement a été un formidable révélateur du lien étroit entre mondialisation et émissions de gaz à effet de serre, de la responsabilité d'un capitalisme financiarisé de plus en plus globalisé dans le changement climatique et la crise environnementale. Et seuls les citoyens peuvent maintenant amener les gouvernants à affronter réellement la question de l'urgence climatique.

Suite au confinement général des populations autour du globe, et par voie de conséquence à l'effondrement de la production, des échanges et des déplacements, nous avons vu les données incroyables concernant la dépollution que le confinement a permis. En Chine, on peut considérer que 53 000 vies ont été épargnées grâce à la baisse de la pollution atmosphérique. Dans les villes chinoises, en janvier et février 2020, les concentrations de NO₂ (un gaz très toxique émis par les véhicules) ont chuté de 30 à 50 % par rapport à l'année dernière. De même, le taux de monoxyde de carbone a diminué de 10 à 45 % dans le Wuhan et la région de Beijing.

Dans la mesure où la Chine est devenue l'usine du monde et que le transport représente 25 % des émissions de CO₂ dans le monde, on comprend la responsabilité de la mondialisation dans la pollution, les émissions de CO₂, donc l'élargissement du trou de la couche d'ozone qui engendre le changement climatique. Le transport de marchandises bouleverse aussi la faune et la flore, provoque le déplacement de certaines espèces, et affecte en conséquence les écosystèmes de notre planète.

Alors comment pourrions-nous garder cette courbe-là ? La croissance économique vaut-elle toutes ces vies humaines et le déclin massif de la biodiversité ?

La pandémie révèle aussi les comportements égoïstes et individualistes de certains : le président américain Trump, en l'occurrence, rejette la faute sur la Chine, en leur reprochant d'avoir conçu le virus. La Chine renvoie la balle aux Etats-Unis en accusant les Américains d'avoir implanté la maladie dans leur pays afin de les affaiblir. Les uns lancent des accusations, d'autres utilisent la crise comme prétexte pour commencer ou poursuivre des polémiques, ou encore pour se renfermer sur eux-mêmes ou remettre en cause des règles établies. Pouvons-nous tout à la fois être plus solidaires que jamais et nous engager dans la voie de la démondialisation ?

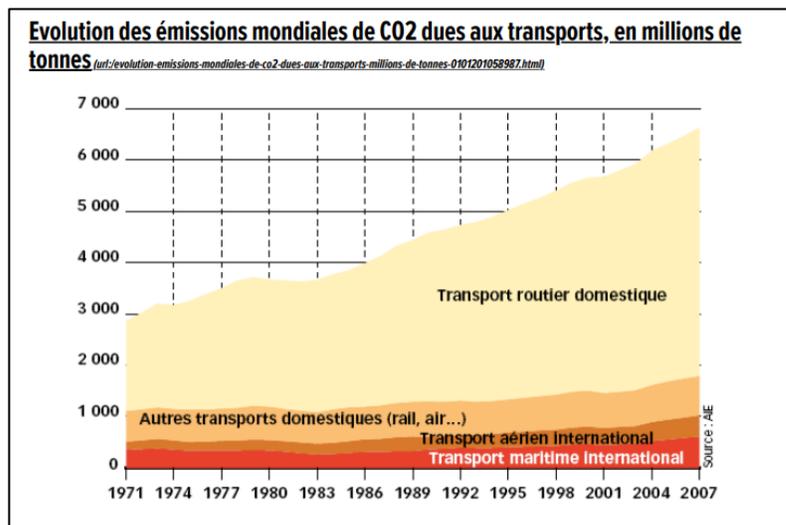
L'arbitrage entre les préoccupations environnementales et les impératifs économiques n'est pas simple, et les arguments contradictoires varient en fonction des zones géographiques, des classes sociales, du degré de développement et des idéologies...

Tout d'abord, le débat économique se réduit-il vraiment à une alternative entre libre-échange et protectionnisme ? La lutte contre le réchauffement climatique doit-elle forcément se traduire par une fermeture de nos économies à l'échelle mondiale ?

Les conséquences d'une telle rupture ne seront pas les mêmes pour les pays du Sud et pour ceux du Nord : comment réduire l'intensité des échanges sans pénaliser les pays en développement dont l'économie repose en grande partie sur certains produits d'exportation, agricoles ou miniers le plus souvent ?

Enfin, comment promouvoir de nouveaux modèles économiques qui permettraient de concilier bien-être et respect de l'environnement, et qui engageraient tous les types d'acteurs, à différentes échelles ? Quelle impulsion la prochaine COP pourrait-elle donner à ce tournant majeur, malgré les trop timides avancées des COP précédentes ? L'enjeu est de taille : saurons-nous le relever ?...

Il nous faudra donc étudier quelques questions simples à propos de la relation entre mondialisation et protection de l'environnement : qu'est-ce que la mondialisation, et dans quelle mesure le libre-échange et l'ouverture des économies représentent-ils un risque environnemental ? A contrario, quel risque ferait courir l'abandon de l'idéologie du libre-échange et le ralentissement de la mondialisation qui s'ensuivrait ? Et quels en seraient les bénéfices ? Enfin, quelles sont les initiatives prises, à différentes échelles, pour limiter les effets négatifs de la mondialisation ?



DEFINITIONS DES TERMES CLEFS

- **Mondialisation** : Phénomène d'ouverture des économies nationales sur un marché mondial, entraînant une interdépendance croissante des pays.
- **Couche d'ozone** : Zone de l'atmosphère terrestre situé entre 15 et 40 km d'altitude.
- **Réchauffement climatique** : Un phénomène écologique qui est apparue au début du XX^e siècle qui est caractérisé par une élévation de la température de l'atmosphère et des espaces océanique au niveau mondial.
- **Internationalisation** : action d'internationaliser (Intervention d'un État ou d'un organisme international dans les affaires intérieures d'un autre État, en raison des incidences internationales de celles-ci.)
- **Etalon d'or** : un système monétaire dans lequel l'unité de compte ou étalon monétaire correspond à un poids fixe d'or. Dans ce système, toute émission de monnaie se fait avec une contrepartie et une garantie d'échange en or.
- **Multinationale** : entreprise dont les capitaux et l'activité sont repartis dans plusieurs Etats
- **PME** : Entreprise de moins de 500 employés.
- **Protectionnisme** : Politique douanière qui vise à protéger l'économie nationale contre la concurrence étrangère (opposé à *libre-échange*).
- **CETA** : *Comprehensive Economic and Trade Agreement* (en français : Accord économique et commercial global, **AECG**), un traité entre le Canada et l'Union européenne.
- **OMC** : L'Organisation mondiale du commerce
- **Black Friday** : évènement commercial d'une journée qui se déroule le vendredi suivant la fête de Thanksgiving. Ce vendredi marque traditionnellement le coup d'envoi de la période des achats des fêtes de fin d'année. Plusieurs commerçants profitent de ce moment pour proposer des remises importantes, mais les modalités sont contestées.
- **FTN** : Firme transnationale
- **PNB** : Produit national brut
- **PAC** : Politique Agricole Commune (Politique mise en place à l'échelle de l'Union Européenne. Elle est fondée principalement sur des mesures de contrôle des prix et de subventions, visant à moderniser et développer l'agriculture)
- **PIB** : Produit intérieur brut

APERÇU GENERAL

Avant la mondialisation, on peut considérer que son prédécesseur était l'internationalisation (une forme d'échange complexe suprarégional qui est pratiqué depuis bien avant Jésus-Christ). Dès l'Antiquité, les Romains, les Grecs, ou même les Égyptiens s'adonnaient au commerce international et transmaritime. Par exemple, déjà à cette période, la médecine empruntait à différentes cultures, se perfectionnait et se transmettait en suivant les routes marchandes.

Après la chute de l'Empire romain, les transactions commerciales ont continué, mais ce ne fut qu'au XII^e siècle, en Europe, que le commerce reprit son ancienne prospérité. Au XVI^e siècle, certains marchands ont commencé à dominer le marché comme Fugger, un vendeur de tissus, de cuivre et de bijoux qui possédait de nombreuses mines en Europe, une sorte d'un investissement international. Ou encore la famille italienne des Médicis, célèbres banquiers qui ont grandement influencé et contribué à l'expansion du commerce.

Pour finir, les débuts de la mondialisation comme on la connaît aujourd'hui a été marquée par les premières grandes explorations du XV^e siècle ainsi que par l'expansion coloniale européenne, qui utilisait des entreprises comme la Compagnie anglaise des Indes orientales pour accroître les échanges internationaux.

Si la mise en place d'un système économique à l'échelle du monde remonte au moins à la fin du XIX^e siècle, à l'âge d'or du capitalisme et de la domination économique du « reste du monde » par les puissances impérialistes européennes, la mondialisation a tout de même connu une accélération ces 40 dernières années. Les pays du Sud, plus particulièrement les pays émergents comme la Chine, sont devenus « l'atelier du monde », créant des interdépendances de plus en plus étroites entre les économies des différentes parties de la planète

Les progrès technologiques sont une des principales causes de la mondialisation, phénomène qui concerne de plus en plus de personnes, même dans les pays en voie de développement. La révolution industrielle est donc un élément important du développement économique et de la production de masse. Le prix de beaucoup de ces nouvelles technologies a chuté, et en même temps elles continuent d'évoluer et deviennent de plus en plus courantes. Cela entraîne donc une diminution des coûts des transports, un facteur clé des échanges, et donc de la mondialisation. L'apparition des téléphones et leur évolution rapide est également un phénomène majeur dans la communication qui joue un rôle essentiel dans la mondialisation. Autour des années 1870, les Etats-Unis et l'Allemagne, deux pays puissants, employèrent l'étalon-d'or, qui apporta une certaine stabilité et sécurité à l'économie, encourageant les entrepreneurs à investir. La moitié des investissements se faisait dans les matières premières ; quelque 30% des investissements directs effectués dans le monde se concentraient dans le secteur des services, contre seulement 15% environ dans la production ?

1. Les risques que le libre-échange et l'ouverture croissante des économies font courir à l'environnement

La mondialisation, malgré tous ses effets bénéfiques a également des répercussions négatives sur l'environnement. En effet, la surconsommation et la production de masse entraînent un surcroît de déchets et de pollution. Elle contribue à l'émission de gaz à effet de serre, qui abîme la couche d'ozone. Ce phénomène est une cause majeure du changement climatique. Il influence également la montée des eaux qui menace certaines zones du monde. Cela crée un cercle vicieux.

Les effets négatifs de la mondialisation

L'accélération des communications et le développement des médias de masse et des réseaux sociaux contribuent à un certain mélange des cultures partout dans le monde, ce qui peut être perçu comme positif, avec les apports culturels réciproques et le développement de sociétés plus ouvertes et tolérantes ; mais ce mouvement est aussi synonyme d'uniformisation et d'imposition d'un modèle culturel venu d'outre-Atlantique qui menacent les traditions et les cultures locales. A l'âge d'Internet, notre village planétaire rapproche les individus de par le monde... mais des individus qui ont tendance à rentrer dans un même moule américanisé.

Sur le plan économique, la mondialisation favorise la diffusion des crises, car tout est relié : les flux de marchandises, la vitesse de circulation des capitaux, les flux migratoires et touristiques, tout contribue à une très forte interdépendance des territoires, et donc à une augmentation des risques pour les régions les plus fragiles. Du coup, si une partie de l'économie s'écroule, elle entraîne tout le reste avec elle. Par exemple, si pour une raison ou une autre notre société perdait la fourniture d'électricité, cela entraînerait la fin de la fourniture de transports et donc du commerce, on ne pourrait plus produire de biens médicaux, ni de nourriture en masse. Il est aussi tout simplement plus compliqué de gérer les crises financières qui nous menacent d'un crash boursier.

Il y a aujourd'hui davantage de produits bons marchés qui résultent généralement de l'exploitation humaine et de matériaux néfastes pour l'environnement. Cette surconsommation engendre aussi d'autres phénomènes tels qu'une augmentation de l'obésité, et une énorme production de déchets qu'il devient difficile de traiter.

Une autre conséquence néfaste réside dans le fait que les multinationales ont gagné trop de pouvoir dans le système politique. Elles influencent les décisions de nos décideurs du fait de leur lobby puissant. En conséquence de cette présence omnipotente des multinationales, la concurrence est devenue trop forte pour les petits producteurs locaux qui, face aux plus grands acteurs, sont souvent incapables de se positionner dans la chaîne de distribution. Les multinationales, de par leur position dominante, peuvent dicter les prix aux petits producteurs qui n'ont pas d'autres options s'ils veulent écouler leurs marchandises.

La situation actuelle avec le Covid-19 renforce la position dominante des entreprises de la grande distribution (hypermarchés) et surtout du commerce en ligne, ce qui annonce des faillites en cascade parmi les petites et moyennes entreprises (PME).

Les multinationales usent aussi des ressources de la planète sans modération. La surexploitation des ressources, par exemple en Amazonie en est le témoin avec des surfaces démesurées qui sont défrichées chaque jour, ou plantées d'essences d'arbres inappropriées, appauvrissant les sols, créant une mono culture dévastatrice et détruisant la biodiversité.

La richesse du monde est détenue par une infime partie de la population et les inégalités sont en train de s'accroître. Le fossé entre riches et pauvres se creuse. Un rapport d'Oxfam datant de 2014 montre que 1 % de la population mondiale possède actuellement 50% de la richesse mondiale.

Trop de gens (surtout les jeunes personnes), déménagent des zones rurales vers les villes. Il y a donc un manque dans l'agriculture, en plus d'une trop grande concentration d'habitants dans les zones urbaines. Ce qui est propice aux contagions rapides de maladie, à des zones très polluées, entraînant des problèmes de santé, une forte compétition pour du travail... comme l'illustre aujourd'hui la pandémie de Covid-19.

Pourquoi préserver l'environnement :

Notre environnement est ce qui nous permet de vivre. Nous retirons toutes nos ressources, notre nourriture, les carburants, les matières organiques... tout provient de la nature d'une façon ou d'une autre. Certes, nous modifions nos matières premières pour en faire du plastique, par exemple, mais celui-ci découle du pétrole, qui est une ressource naturelle. Il est donc évident que nous devons le préserver afin de survivre. Les arbres apportent l'oxygène dont nous avons besoin pour notre bon fonctionnement cellulaire, ils assainissent l'air que nous respirons en transformant les molécules de CO₂ qui, en trop grande quantité, sont toxiques pour l'humain. La couche d'ozone protège les hommes des rayons nocifs du soleil. La variété des climats permet une grande biodiversité à travers le monde, enrichissant nos possibilités. Les forêts abritent de très nombreuses espèces animales. Vouloir préserver notre environnement n'est-il pas une évidence ?

2. Les nombreux obstacles aux efforts pour ralentir la mondialisation, et les contre-effets négatifs des mesures protectionnistes ou de tout autre initiative qui consisterait à limiter les échanges

Grace à la mondialisation, la communauté internationale peut intervenir ensemble sur des problèmes climatiques.

Le protectionnisme entraîne beaucoup d'aberrations environnementales y compris hors de l'agriculture. Par exemple, un vol Paris-Los Angeles d'Air France qui fait escale à New York peut débarquer des passagers à New York mais pas en embarquer pour faire

NYC/LA. Il est obligé de continuer sa route avec des places vides, parce que les compagnies aériennes américaines craignent la concurrence d'Air France.

Autre exemple : en 2010, après l'explosion de la plate-forme pétrolière Deep Water Horizon dans le Golfe du Mexique, les Etats-Unis étaient incapables, pendant des mois, de colmater la brèche à des centaines de mètres de profondeur. Des millions de litres de pétrole se sont déversés dans l'océan avec une marée noire qui a atteint la taille de la Sardaigne. C'est une des plus grandes catastrophes environnementales de l'histoire. Deux entreprises flamandes, qui sont leaders mondiaux des services maritimes de dragage et de gestion des plate-forme offshore ont étudié la situation et ont proposé un plan qui permettait de colmater la brèche efficacement avec les meilleures techniques existantes alors que les Américains faisaient de la plomberie la plus primitive. Pour cela, il aurait fallu qu'Obama décide de faire une exception au « Jones Act » qui interdit la fourniture de services maritimes par les opérateurs étrangers depuis 1920 pour des raisons protectionnistes liées aux syndicats américains dans le secteur.

Plus généralement, le commerce international est aussi le moyen de promouvoir la diffusion des technologies propres en favorisant les échanges de biens et services environnementaux. C'est ce qu'on s'efforce de faire dans nos accords commerciaux bilatéraux comme le CETA dont on a beaucoup parlé et ce qu'on a essayé de faire au niveau multilatéral (à l'OMC) avec la négociation de l'Environmental Goods Agreement (qui a été bloquée par la Chine), où l'idée était d'éliminer les barrières aux échanges de technologies propres (panneaux solaires, éoliennes etc) pour favoriser leur diffusion.

Lié au CETA, un exemple de coopération entre une entreprise canadienne et une entreprise française qui favorise la diffusion de technologies propres à travers le commerce : le partenariat entre Effenco (Canada) et Derichebourg (France). Effenco est une PME canadienne (québécoise) qui développe des technologies améliorant l'efficacité énergétique des camions. Elle a notamment mis au point un système pour démarrer et rallumer très rapidement les moteurs thermiques, qui est utilisé par Derichebourg pour ses flottes de camions poubelle, notamment pour les camions poubelle parisiens. Cela permet de couper le moteur à chaque arrêt, plusieurs centaines de fois par jour pour chaque camion, et d'éviter des pollutions aussi bien locales (émissions sonores, particules fines...) que globales (GES). Cela permet de diviser par deux le temps d'utilisation des moteurs et de diminuer de 30% les émissions de gaz à effet de serre. Tous les véhicules parisiens de Derichebourg seront équipés cette année. La performance environnementale accrue a été un facteur décisif pour remporter l'appel d'offres de la ville de Paris. Les deux entreprises travaillaient ensemble avant le CETA mais le CETA facilite leur coopération du fait des facilités offertes sur le plan de la mobilité de la main d'œuvre, de l'évaluation de la conformité et des marchés publics. Grâce au CETA, une technologie québécoise contribue à réduire la pollution au cœur de Paris...

Le local n'est pas toujours le plus écologique

En France, le Conseil général du développement durable a publié un rapport sur le thème « *consommer local, les avantages ne sont pas toujours ceux que l'on croit* ». Il souligne que l'important dans l'empreinte carbone est plus lié aux conditions de productions qu'au transport, et que, dans le transport, l'important est plus l'optimisation de la chaîne logistique que le nombre de kilomètres parcourus. Paul Magnette lui-même, le dirigeant de la Wallonie, en Belgique, qui s'était posé en héraut de l'opposition au CETA en 2016, dit qu'« importer des produits agricoles qui viennent du bout du monde, même si c'est paradoxal, peut être climatiquement plus censé que de les produire nous-mêmes. L'agneau de Nouvelle-Zélande, par exemple, nourri uniquement de pâturage, a un bilan carbone inférieur à celui produit dans beaucoup de régions d'Europe, lorsqu'il est nourri de céréales importées ». L'ancienne Commissaire au commerce Cécilia Malmström est revenue sur le sujet récemment en citant l'exemple des tomates (sous serre ou non) qui constituent une hérésie environnementale en les faisant pousser dans les pays comme les Pays-Bas célèbres pour ces grandes cultures de tomates, alors que les importer du Maroc, qui ne se trouve pas très loin de la Belgique mais qui possède un climat adapté à cette ressource, pèse beaucoup moins sur l'environnement. Il y a aussi une étude plus approfondie de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) qui souligne que l'avantage apparent de distances moindres, car limitées à la région, peut être vite annulé par des faiblesses logistiques, par une utilisation insuffisante des capacités de production et de transport et par des processus inefficaces.

Sur le CETA, dont certains ont dit et beaucoup répété qu'il était « climaticide » ou « incompatible avec l'accord de Paris », l'étude d'impact réalisée par le Centre d'études prospectives et d'informations internationales à la demande du gouvernement français conclut que « les émissions liées au transport maritime et aérien, en légère augmentation, sont partiellement compensées par une diminution des émissions liées au fret terrestre (induite par la réduction du commerce intra-européen). Au total, le CETA (AECG en français) ne provoque que très peu de variations d'émissions liées au fret international.

Plus généralement, sur le lien commerce/environnement, le Conseil d'analyse économique a publié une analyse très intéressante qui conclut notamment que « stopper le développement du commerce international serait un moyen particulièrement inefficace de réduire les émissions de gaz à effets de serre ». Selon les simulations présentées dans cette note, porter les droits de douane moyens à 17 % (contre 5 % actuellement, hors produits agricoles) et accepter une chute de la production mondiale de 1,8 % ne permettrait qu'une réduction des émissions de 3,5 % à l'horizon 2030. Alors que l'accord de Paris « réduit de 27 % les émissions mondiales pour un coût de 1,2 % de PIB seulement. » S'en prendre au commerce a un coût économique disproportionné par rapport au bénéfice climatique et c'est loin d'être la manière la plus efficace de s'y prendre pour lutter contre le changement climatique ; l'approche de l'accord de Paris est 11 fois

plus efficace qu'une réduction du commerce. Il faut utiliser les bons instruments pour atteindre les bons objectifs...

Les effets positifs de la mondialisation sont nombreux

La mondialisation présente aussi des avantages - mettre les peuples en contact permet le développement d'organisations gouvernementales internationales telles que l'ONU, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui promeuvent la paix et la stabilité dans le monde.

Cette mondialisation offre aussi des avantages directement aux consommateurs, offrant une plus grande variété de produits, souvent à petits prix, rendant les denrées de base accessibles à presque tout le monde, alors qu'auparavant seule l'élite avait accès à certains produits comme le cacao ou les fruits exotiques par exemple.

Il faut aussi noter une amélioration des conditions de vie dans la plupart des pays. La médecine a fait de gros progrès globalement et le taux de mortalité a chuté depuis quelques décennies. Les campagnes de vaccinations internationales y contribuent.

Certaines nations, qu'on appelait les pays en voie de développement, ont pu s'extirper de la pauvreté grâce à leur industrialisation, comme par exemple, la Chine ou le Brésil.

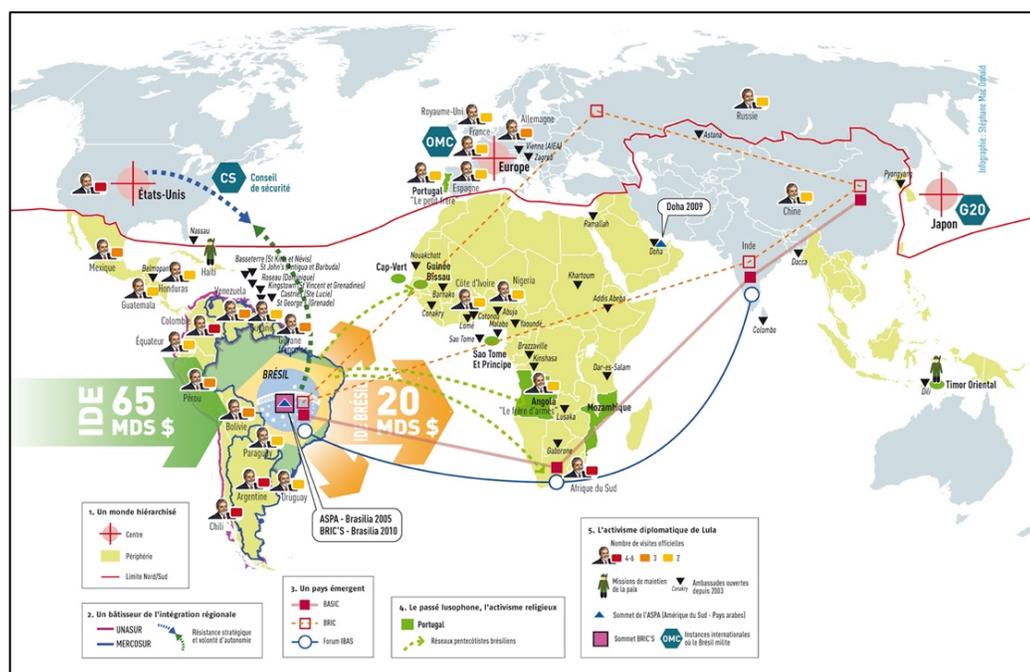
La mondialisation, et liée à cela la digitalisation de nos sociétés, permet une diffusion plus rapide et efficace de la connaissance. Le monde connecté nous offre un accès à des informations autrefois réservées aux experts, et ce sans devoir se déplacer.

La mondialisation, et de fait, le partage des connaissances permet au monde de se serrer les coudes en cas de crise, qu'elle soit sanitaire, ou climatique. Nous avons une force mondiale qui peut se mobiliser pour arrêter des décisions à répercussion dangereuse, comme par exemple le barrage brésilien qui allait détruire la forêt amazonienne, ou plus récemment, la recherche internationale pour un vaccin contre le Covid-19. Les règles internationales sur le tourisme et l'immigration, permettent, en général une plus grande

mobilité aux citoyens et donne ainsi la possibilité de fuir un pays précaire ou de saisir une opportunité dans un pays voisin si elle se présente.

Le Brésil du président Lula (2003-2011), un pays émergent bien intégré à la mondialisation

Source : <https://notes-geopolitiques.com/carte136/>



3. Les mesures qui sont prises, à différentes échelles, pour malgré tout limiter les effets négatifs de la mondialisation sur l'environnement

Une protestation pacifique est un défilé protestataire sans violence. Une des plus marquante récemment a été celle qui s'est déroulée à Cancun lors du sommet de l'OMC, en 2003. Pour ces manifestants, les barrières qu'ils cherchaient à détruire étaient celles de l'OMC, les frontières de la globalisation libérale, le « mur de l'injustice, de la faim et de la misère ». Ils ont donc (malgré leurs petits nombres, environ 4000 manifestants), réussi au bout de longues heures de travail dans le plus grand des calmes à couper la triple grille qui les séparait des cordons policiers sur le chemin menant vers le lieu de réunion de la convention de l'OMC. Un grand nombre de journalistes attendaient, aux aguets pour un déchaînement de violence, cependant les manifestants se sont simplement assis pour observer une longue minute de silence en souvenir de Lee Kiung qui a mis fin à ses jours au sommet de la grille. Ils ont ensuite symboliquement brûlé une représentation de l'OMC et ont déposé des dizaines de fleurs devant les lignes policières. Quelques-uns ont réalisé une danse internationale marquante. Pour finir, c'est dans le calme absolu que les manifestants se sont ensuite retirés, sans affrontement avec la police. Même si cette journée ne suffira sans doute pas à effacer les divisions permanentes de la société civile, ils ont réussi à se faire remarquer par tous et à se faire entendre.

Une protestation violente est un défilé protestataire violent, qui entraîne souvent destruction et danger pour l'autrui. "Extinction Rebellion" est un exemple d'écologistes, se disant « non-violents », mais qui sont tout de même partisans des interventions coup-de-poing, le mouvement cherchant à faire parler de lui et à se faire entendre à tout prix. En passant par la destruction de biens, commençant par se mettre en danger en se bloquant les bras dans du béton, ce groupe officiellement déclaré non violent, fait malgré lui, des actions qui cause du tort aux autres. En effet, régulièrement ils bloquent des routes importantes et l'accès à certains lieux qu'ils considèrent comme responsable pour le tort causé à la planète. Cependant cela remet en question le droit de chacun à avoir sa propre opinion et le droit au travail, comme l'exemple de leur blocage des magasins à Paris durant le Black Friday, empêchant beaucoup de gens de faire leur shopping, alors que cela n'est pas leur rôle ni leur droit de retirer ce privilège à ceux qui ne voient pas de problèmes dans cette journée.

Un autre problème est la confrontation entre les différentes idéologies et les priorités du peuple. Il faut bien noter que tout le monde n'a pas la même opinion et qu'il est extrêmement complexe de satisfaire tout le monde. Par exemple grâce aux manifestations régulières des étudiants répartis un peu partout dans le monde, Emmanuel Macron, le président de la République française, a, en réponse, augmenté les taxes sur les voitures et les polluants similaires, afin de décourager les habitants d'utiliser leur automobile, satisfaisant ainsi les écologistes.

Cependant, peu après, un contre-mouvement est apparu, celui des « gilets jaunes ». Ce mouvement activiste, remet en question cette décision car elle souligne son injustice et

son favoritisme envers les catégories sociales supérieures, justifiant que la plupart d'entre eux habitent en banlieue ou à l'extérieur des villes (parfois à plusieurs heures même) et que cette décision les pénalise grandement car cela leur coûte très cher pour accéder à leur travail. Cela a conduit à de très nombreuses manifestations, parfois d'une violence inouïe, qui ont causé beaucoup de destructions et ont creusé le fossé entre les différentes classes sociales. Divisant encore plus le peuple français, amplifiant les tensions déjà existantes.

Ces manifestations violentes, qui souvent peuvent dérapier, et entraîner des blessés sont souvent synonymes d'une réponse également brutale des représentants de la justice : la police. Ceux-ci dans ce temps colérique et de révolution sont en première ligne et se sentent menacés. C'est pourquoi, malgré leur comportement censé être irréprochable afin de donner l'exemple aux citoyens, ils s'en prennent à ces derniers. Le problème étant que ces entorses aux droits de l'homme, si infimes soient-elles, sont ensuite retenues contre le gouvernement. Celui-ci est remis en question pour son inaction face à la violence policière et de son manque de sévérité par rapport à cette problématique.

PAYS ET ORGANISATIONS CONCERNÉS

Certaines Firmes Transnationales (FTNs) ont su développer une stratégie mondiale pour accroître leur chiffre d'affaire. Ils peuvent faire cela en adaptant leurs produits aux populations internationales où ils vendent, en utilisant la méthode de délocalisation (avoir des usines partout dans le monde pour éviter de payer des frais de transport ou de douane additionnels) ou en prenant avantage des frais de douanes avantageuses à leur égard. Cette stratégie peut aider à développer l'économie de certains pays, voire les sortir de la pauvreté comme c'était le cas pour la Chine. Néanmoins, les méthodes qu'utilisent ces firmes mondialisées peuvent avoir des effets néfastes sur l'environnement.

McDonalds

McDonald's est une marque qui adapte parfaitement ses produits à la demande mondiale et locale. Si vous allez dans un McDonald's en Australie, en Inde ou même au Canada, le menu sera très différent. Par exemple, en Inde, vous pouvez trouver McAloo Tiki tandis qu'au Canada, vous aurez la possibilité de manger du McLobster à la place. En adaptant les produits/aliments qu'ils proposent à la demande de la population locale, ils peuvent convaincre les gens que le produit est fait spécialement pour eux. Ce lien établi entre l'acheteur et le vendeur augmentera alors les revenus de l'entreprise et satisfera grandement le consommateur, qui a la possibilité de manger local.

Apple :

La compagnie Apple a aussi su exploiter cette stratégie mondiale pour y tirer ses bénéfices (ils représentent aujourd'hui plus que le PIB de certains pays comme la Belgique ou la Suisse).

Elle profite des prix différents pour une fabrication de qualité d'écrans tactiles en Corée du Sud ou de cartes mémoires au Japon comparé aux prix présents aux Etats-Unis, ainsi que de la main d'œuvre bon marché en Chine pour l'assemblage de ces ordinateurs ou téléphones portable pour pouvoir faire le plus de bénéfices possibles.

Cette politique utilisée par les FTNs en général est responsable d'un degré important des émissions de CO2 dans notre atmosphère par son utilisation de moyens de transports polluants ou plus notamment par les émissions impliquées dans la production d'un iPhone, par exemple.

La Chine, la mondialisation pour un pays émergent

La Chine a évolué de manière très rapide ces dernières années dans le réseau commercial international. En effet, la Chine a pris une énorme ampleur économique, sans compter sa population qui est la plus nombreuse au monde. A tel point que celle-ci projette de devenir le centre de l'économie mondiale. Avec un taux d'exportation déjà majeur, la Chine souhaite encore s'étendre et vise, Comme l'a déclaré Xi à Davos en 2017, le "développement d'une économie mondiale ouverte". Le Conseil d'État chinois préconise une stratégie "basée à la périphérie de la Chine, rayonnant le long de la nouvelle route de la soie, et tournée vers le monde". La Chine vise donc un système économique basé sur un modèle "Etoile" et dont la Chine serait le centre. La Banque asiatique d'Investissement pour les infrastructures (BAII) a déjà été mise en place, et présente une alternative à la Banque mondiale. La Chine a déjà entrepris d'apporter en aide d'urgence 900 millions de dollars au Pakistan en 2016, leur permettant de retarder le recours au FMI. Ceci démontre le rôle puissant de ce pays dans la mondialisation actuelle.

La mondialisation et les pays du Sud

Dans l'ensemble, la mondialisation réduit les écarts Nord-Sud. Les pays du Sud, grâce à l'industrialisation qu'apporte la mondialisation s'enrichissent. Cette mondialisation apporte également de l'emploi. Tout cela peut aider à améliorer le PIB de ces pays ainsi que les conditions de vie des populations locales.

Cependant, les relations entre les pays (ou firmes) du Nord et ceux du Sud ne sont pas égalitaires. Les échanges s'organisent selon les termes des acteurs qui dominent l'économie. Ce qui veut dire que la dépendance des pays du Sud vis-à-vis de ceux du Nord est plus grande que celle des pays du Nord vis-à-vis de ceux du Sud. Une des principales conséquences négatives est l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché.

La mondialisation pour un pays du Nord. L'exemple des Etats-Unis

Les États-Unis sont une superpuissance mondiale qui fondent une importante partie de son pouvoir (économique notamment) sur la mondialisation.

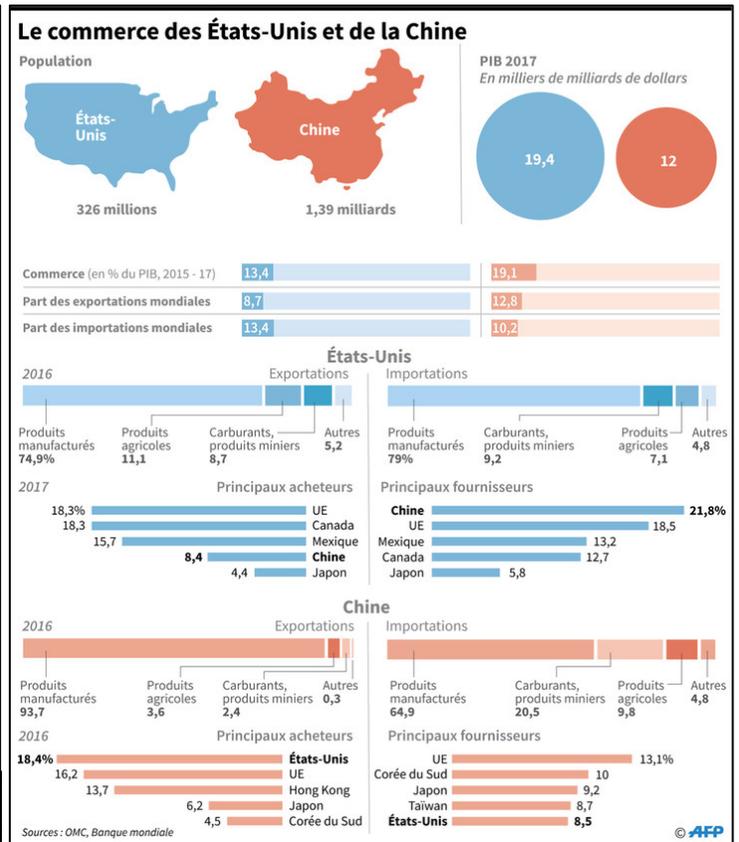
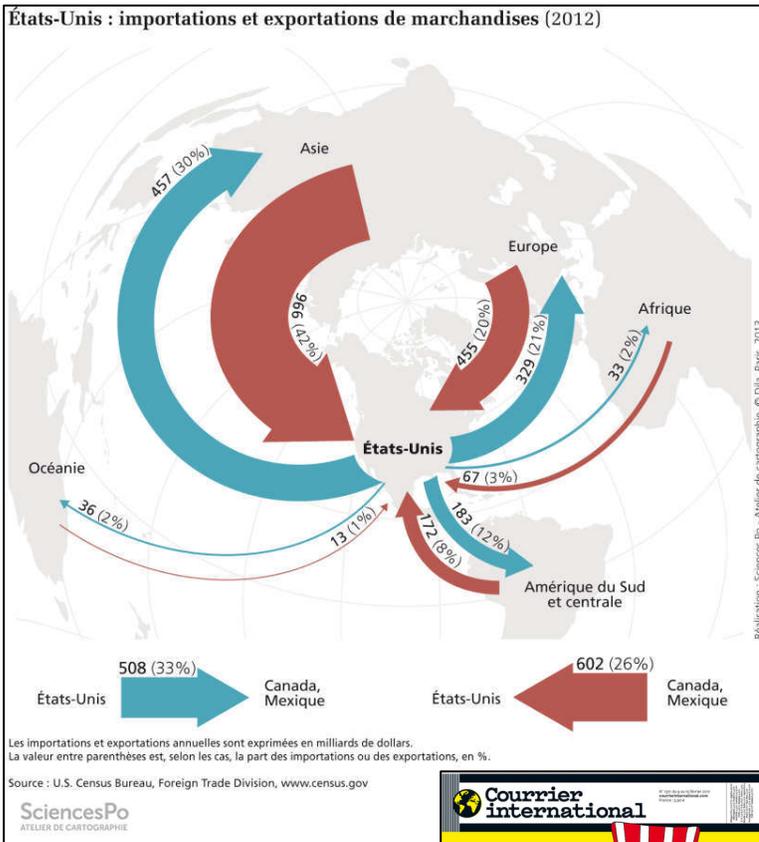
A l'échelle planétaire, on peut remarquer que la culture ainsi que les modes de vie américains sont reproduites en raison de l'étendue des produits, mais aussi des sites de communication ou même de chaînes télévisées américaines qui sont distribués partout

dans le monde. En particulier, on peut donner l'exemple de la culture américaine de la consommation de masse et du modèle américain de l'hypermarché ou du centre commercial devenu aujourd'hui une norme.

On peut dire que les États-Unis rayonnent grâce à leur « soft power » (ou que ce pays exerce une « puissance douce » en français). C'est-à-dire que ce pays exerce une grande influence et attractivité sur les pays du monde et qu'il peut alors séduire ces pays et leur faire adopter son point de vue sans devoir menacer ou user de sa force.

Les États-Unis détiennent aussi un grand nombre de FTNs puissantes (Ford, General Motors pour les voitures, Boeing pour les avions, IBM, Microsoft et Dell pour l'informatique, Google pour Internet...) qui sont actives dans les quatre coins du monde et qui génèrent des bénéfices importants pour l'économie américaine. Ford ou General Motors génèrent des bénéfices plus importants que l'ensemble des Produits Nationaux bruts (PNB) de tous les pays d'Afrique subsaharienne.

Le pouvoir des États-Unis, cependant ne se fait pas seulement en exportant, mais il importe aussi énormément, et sa balance commerciale est même déficitaire. Il s'agit réellement d'un pôle majeur de la mondialisation. La mondialisation est cruciale pour l'économie et pour le pouvoir américain.



DEVELOPPEMENTS RECENTS ET IMPLICATIONS DE L'ONU

Cela fait longtemps que les États du monde entier se réunissent et prennent des décisions pour progressivement éliminer la production et consommation des substances chimiques (tel que le CO₂) responsables de la dégradation de la couche d'ozone. Déjà en 1985, le Protocole de Montréal a été signé dans ce but. Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1989, il avait pour objectif de réduire et à terme de se défaire complètement des substances qui réduisent la couche d'ozone.

Plus récemment, depuis les années 2000, l'ONU a pris beaucoup de décisions pour protéger l'environnement face aux risques du changement climatique. Le 22 mai 2001, a été signé la Convention de Stockholm, un accord international visant à interdire plusieurs produits polluants, en particulier des insecticides qui étaient alors encore très fréquents.

L'ONU a également tenu de nombreuses COP, dont le but principal est d'essayer d'apporter des solutions au problème mondial du changement climatique. Notamment, en 2015, la COP21 a abouti à « l'accord de Paris », le premier texte élaboré par la totalité des pays de la planète pour empêcher que le réchauffement climatique ait un effet irréversible pour notre planète. L'objectif général de l'accord est de contenir à tout prix d'ici 2100, le réchauffement climatique nettement en dessous de 2°C, ainsi que d'atteindre la neutralité carbone.

A l'échelle nationale française, la décision d'Emmanuel Macron de mettre en place une taxe carbone a dû être annulée étant donnée la réponse des « gilets jaunes », dont les manifestations exprimaient leur colère face à cette taxation considérée comme injuste pour ceux qui ne peuvent faire autrement que de se déplacer en voiture.

En Chine, une application pour mobile intitulé « ant forest » a été publiée en réponse à l'urgence climatique. Il s'agit d'une application qui encourage les décisions plus saines pour l'environnement, telle que de prendre le vélo au lieu de la voiture ou de recycler en attribuant des points virtuels à son utilisateur à chaque fois qu'il fait un de ces choix. Une fois que cet utilisateur a accumulé un certain nombre de points, un vrai arbre est planté dans la campagne chinoise.

SOLUTIONS POSSIBLES

- **Le transport maritime, là où parfois le plus gros pollue le moins**

Quand il s'agit du transport maritime et plus notamment des porte-conteneurs, il y a un paradoxe : plus ils sont gros (et ils sont effroyablement gros), plus on trouve ça effroyable et terrible pour l'environnement ; alors que c'est justement parce qu'ils sont énormes qu'ils sont efficaces et finalement très écolos (un peu comme les transports en communs rapportés aux véhicules individuels).

Un porte-conteneur moyen transporte l'équivalent de 18 000 camions (18 000 conteneurs), ce qui relativise les émissions relatives du transport maritime international par rapport au bon vieux transport routier bien local (sachant que 90% du commerce mondial se fait par transport maritime).

A l'échelle mondiale, le transport maritime est passé de 3,2 % des émissions mondiales de CO₂ à 2,8 % en l'espace d'une dizaine d'années – en dépit de l'augmentation du commerce mondial. C'est justement dû à l'augmentation de l'efficacité énergétique des porte-conteneurs, ainsi que du développement du "slow steaming" qui fait que, pour faire des économies, les transporteurs sont passés d'une moyenne de 25 nœuds à 19 nœuds, ce qui divise par deux leur consommation. Sans parler des améliorations technologiques à venir.

Plutôt que le nombre de kilomètres, le problème du transport maritime est celui de la qualité du fuel et notamment le côté extrêmement polluant du fuel lourd (le « pétrole bunker ») qui est 40 fois plus polluant que le diesel, notamment en termes d'émissions de soufre. Jusqu'ici, seule l'UE contrôlait ces émissions en Mer du Nord de sorte que les transporteurs devaient changer de fuel en arrivant à proximité des côtes européennes. L'Union européenne a obtenu l'extension des limitations à l'échelle mondiale au sein de l'Organisation maritime internationale avec une teneur maximale en soufre qui doit passer de 3,5% aujourd'hui à 0,5% en 2020 (on est déjà 0,1% dans les eaux européennes). Elles sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier. On est également passé de 25 marées noires dans le monde en moyenne par an dans les années 80-90 à 2 aujourd'hui, grâce en particulier à la promotion par l'Union européenne du système de double coques, qui a renforcé les bateaux contre ce genre de problèmes.

- **Maximaliser la production**

Tout d'abord, le jeu des avantages comparatifs et l'efficacité de l'organisation de la production a aussi un sens en matière environnementale : Pascal Lamy relève souvent que l'humanité a fait un grand bond en avant quand l'Arabie Saoudite a cessé de produire des salades (à un coût environnemental immense compte-tenu de leur manque d'eau) et a augmenté ses importations de fruits et légumes... Ce n'est pas une mauvaise chose que chacun fasse ce pour quoi il est relativement le mieux placé, même d'un point de vue environnemental. On retrouve la même chose sous nos latitudes : un reportage de l'Angle éco sur France 2 au début de cette année était très impressionné par la production de rampon (mâche) en Suisse, à l'abri de fortes barrières douanières, avec des producteurs qui roulent en 4*4 et envisagent de racheter des châteaux : mais indépendamment de ce que ça signifie en termes de prix pour le consommateur suisse (souvent deux fois plus élevés qu'en France, avec des files interminables à la frontière le samedi pour aller faire ses courses en France et polluer d'autant au passage), c'est une aberration environnementale sachant qu'en plein milieu des Alpes, les salades sont produites sous serres, chauffées, alors qu'elles pourraient être importées de pays où elles poussent très bien toutes seules.

- **Le circuit court**

L'Union européenne soutient directement et explicitement le développement des circuits courts à travers la PAC et la politique européenne de développement rural. Près de 800 millions d'euros ont été affectés dans la programmation 2014-2020 pour le soutien d'action de coopération et de promotion dans ce domaine, et de nombreuses initiatives sont soutenues par l'UE en France (par exemple, le projet « Couleurs paysannes » de la coopérative agricole « Le Goût d'ici », qui bénéficie du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et regroupe une soixantaine d'exploitations agricoles de la région PACA qui emploient 200 personnes et vendent directement leurs produits aux consommateurs à travers un site de vente en ligne et plusieurs magasins).

Les directives européennes sur les marchés publics (et la manière dont elles sont reprises dans nos accords commerciaux) permettent aux acheteurs publics de prendre en considération d'autres critères que le prix, notamment des critères sociaux et environnementaux, comme l'empreinte carbone des produits concernés ou la qualité des produits alimentaires. Contrairement à ce qui est souvent dit, les cantines d'écoles ou d'hôpitaux peuvent très bien acheter localement auprès des agriculteurs locaux.

Il reste que les circuits courts ne représentent aujourd'hui que 2 % des ventes en France. Même en les favorisant, on passera peut-être à 10 % mais pas beaucoup plus. Il faut avoir une vision plus large et penser à l'ensemble de l'agriculture. Les circuits courts, c'est bien, mais ce n'est pas la solution à tout. Et ça ne s'oppose pas à l'exportation et au commerce international (l'UE est, dans le même temps, le premier exportateur mondial de produits agricoles et alimentaires, notamment de produits de qualité qu'on ne trouve pas ailleurs dans le monde). On ne peut pas tout vendre en circuit court : au sud de Grenoble, il n'y a que des noyers. Il doit peut-être y avoir 10 noyers par habitant. Ils exportent des noix aux Etats-Unis, au Canada et en Angleterre depuis le XIX^e siècle. Allez dire aux Grenoblois qu'ils doivent vendre leurs noix en circuit court ! Ils produisent 18 000 tonnes de noix par an dans une région qui compte 40 000 habitants (le « sud Grésivaudan ») : s'ils ne les vendent qu'en circuit court, ça fait dans les 500 kilos de noix par habitant et par an, ou presque 2 kilos de noix par jour et par personne.

- **L'exemple du Mercosur**

Le Mercosur est un accord/alliance économique entre plusieurs pays d'Amérique du Sud. Plus précisément elle est une zone de libre-échange, qui permet des échanges commerciaux simplifiés, elle comprend une harmonisation des législations dans les pays concernés et a retiré les barrières tarifaires entre les pays inclus dans l'accord. Il représente plus de 82 % du PIB total de l'Amérique du Sud. Au sein du Mercosur, c'est le Brésil qui pèse le plus lourd : sa richesse représente 55 % du PIB de la zone. Cela aide la communauté internationale à coopérer et à être plus efficace écologiquement et économiquement. Reste que le récent accord UE-Mercosur, signé l'année dernière, n'a toujours pas été ratifié, car il fait polémique, notamment du fait de ses retombées environnementales.

BIBLIOGRAPHIE / SITOGRAPHIE

Qu'est-ce que la mondialisation

<https://dievolkswirtschaft.ch/fr/2010/10/schluemp-campo-2/>

Mondialisation et environnement

<http://www.forumducommerce.org/La-mondialisation-et-la-crise-de-lenvironnement/>

<http://www.slate.fr/story/188421/coronavirus-demondialisation-echanges-frontieres-chine>

Face à l'urgence climatique

https://www.liberation.fr/terre/2020/02/17/a-paris-extinction-rebellion-empeche-les-betonneuses-de-tourner-rond_1778661

https://www.challenges.fr/economie/black-friday-sit-in-devant-le-siege-d-amazon-en-banlieue-de-paris_687156

<https://reporterre.net/Resistance-climatique-c-est-le-moment>

L'action des politiques, à différentes échelles

<https://www.agriculture-strategies.eu/2020/06/reussir-le-green-deal-ou-rester-le-bon-eleve-de-lomc-la-pac-a-lheure-des-choix/>

<https://www.novethic.fr/actualite/environnement/climat/isr-rse/le-green-deal-europeen-est-il-mort-ne-148487.html>

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/06/22/ecologie-le-bilan-pas-tres-vert-d-emmanuel-macron_5480120_4355770.html

https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/06/18/convention-citoyenne-pour-le-climat-l-hypothese-d-un-referendum-est-sur-la-table_6043340_823448.html

<https://www.grenoblealpesmetropole.fr/actualite/935/104-comment-la-metropole-accompagne-les-agriculteurs-et-les-circuits-courts.htm>

... et des acteurs économiques, des ONG, de la société civile

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/tourisme-transport/climat-le-transport-maritime-mondial-vise-des-navires-zero-emission-dici-a-2030-1157352>

<https://www.franceculture.fr/environnement/suede-la-fashion-week-annulee-pour-denoncer-la-pollution-textile>

<https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/plus-jamais-ca-un-monde-a-reconstruire>

<https://news.un.org/fr/story/2019/06/1044911>

Les traités de libre-échange et leurs critiques

<https://www.touteurope.eu/actualite/ceta-jefta-mercosur-qu-est-ce-qu-un-accord-de-libre-echange-de-nouvelle-generation.html>

https://www.liberation.fr/checknews/2019/07/31/quelles-mesures-du-ceta-sont-mauvaises-pour-l-environnement_1742070

<https://www.la-croix.com/Economie/Comment-faire-accords-commerciaux-outil-protection-lenvironnement-2019-10-02-1201051655>

https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/07/04/tout-comprendre-a-l-accord-geant-entre-l-europe-et-le-mercosur-en-quatres-questions_5485252_3234.html

Le débat sur la démondialisation

https://read.oecd-ilibrary.org/economics/la-mondialisation-economique/quel-impact-la-mondialisation-a-t-elle-sur-l-environnement_9789264111929-8-fr#page1

<https://www.courrierinternational.com/article/mondialisation-pour-un-libre-echange-mais-democratique>